

Changements climatiques au Bénin

Dossier pédagogique

îles de paix

Iles de Paix est une organisation non gouvernementale qui agit pour la construction d'un monde permettant à chacun et chacune de vivre dans la dignité et de développer ses potentialités. Un monde solidaire qui promeut l'accès de tous et toutes aux droits humains et préserve l'environnement. Parce que manger à sa faim est un droit. Parce que la solidarité est un pouvoir. Parce que se résigner n'est pas une option, Iles de Paix agit avec les citoyens et citoyennes pour la mise en place de systèmes alimentaires durables, qui respectent la planète, garantissent les droits des agriculteurs et agricultrices et permettent de nourrir tous les humains. Aujourd'hui et demain.

En Afrique et en Amérique latine, Iles de Paix soutient des familles paysannes dans la réalisation de projets dont elles sont porteuses et qui sont orientés vers une agriculture familiale durable et une alimentation responsable, au travers de la transition agroécologique.

En Belgique et au Luxembourg, Iles de Paix mène un travail d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire (ECMS). Connaitre les conditions de vie d'autres êtres humains. Se sentir personnellement concerné. Comprendre le fonctionnement du monde et l'impact de notre alimentation sur celles et ceux qui la produisent. Saisir les enjeux fondamentaux des systèmes alimentaires. S'engager avec les moyens qui sont les siens, pour contribuer à un monde plus juste. Tout cela s'apprend et se met en action. Dans la vie de tous les jours, comme à l'école.

Les deux vidéos **Òrùn, changements climatiques au Bénin** et **Portrait de Florent** font partie des ressources d'ECMS proposées par Iles de Paix.

Tournées à Dassa, au Bénin, et jalonnées d'images d'animations, les vidéos montre comment des agriculteurs et agricultrices accompagnés par Iles de Paix adaptent leurs pratiques aux changements climatiques qui affectent leur région.

Ces vidéos tentent ainsi de répondre à différentes questions : Quels sont les liens qui existent entre notre alimentation, celles et ceux qui la produisent et les changements climatiques? Comment nos systèmes alimentaires peuvent-ils s'adapter face aux dérèglements climatiques? Comment peut-on agir à l'échelle de notre assiette?

Les vidéos ainsi que les ressources pédagogiques qui lui sont associées sont disponibles sur le site internet d'Iles de Paix via ce lien :

https://www.ilesdepaix.org/enseignement/offre-thematique/orun

Table des matières

Le Bénin 3
Description du pays
Population
Systèmes alimentaires au Bénin
Iles de Paix au Bénin
Les changements climatiques 6
Dimensions-clés
Liens alimentation-climat
Òrùn 14
Contenus des vidéos 16
Pour aller plus loin 18

Le Bénin

Description du pays

Géographie

À près de 5000 km à vol d'oiseau de la Belgique, le Bénin est un état d'Afrique de l'Ouest, situé au sud du Sahara, le long du golfe de Guinée. Il partage ses frontières avec le Togo à l'ouest, le Burkina Faso et le Niger au nord, ainsi qu'avec le Nigeria à l'est.

Le pays s'étend sur une superficie d'environ 115.000 km^2, soit près de quatre fois celle de la Belgique. Sa capitale officielle est Porto-Novo, tandis que Cotonou constitue le principal centre économique et administratif du pays. La ville rassemble plus de deux millions d'habitant, soit 17% de la population béninoise, et concentre à elle seule près des deux tiers des industries nationales, ainsi que la majorité des institutions gouvernementales.

Le Bénin présente une grande diversité de paysages et se divise en plusieurs régions géographiques. Au sud, le territoire est bordé par l'océan Atlantique sur environ 121 km de côtes. Cette partie du pays est marquée par la présence de nombreux fleuves, marécages, lacs et lagunes, qui façonnent des milieux humides caractéristiques. Plus au nord, les paysages deviennent progressivement plus secs et rocheux. On y retrouve de vastes étendues de savanes, ainsi que des reliefs semi-arides. C'est également dans cette région que se situe le mont Sokbaro, point culminant du pays, qui atteint environ 800 mètres d'altitude.



Climat

Le climat du Bénin varie selon les région du pays.

Dans le sud, le climat est dit subéquatorial: il est généralement chaud et humide. L'année est rythmée par quatre saisons: deux saisons sèches et deux saisons des pluies. La grande saison sèche s'étend de décembre à mars, tandis qu'une seconde période plus sèche a lieu entre la mi-juillet et le mois d'août. Les pluies sont quant à elles plus abondantes d'avril à juillet, puis reviennent une seconde fois de septembre à novembre.

Dans le nord du pays, le climat est d'avantage tropical. Les températures y restent élevées, mais l'air est généralement plus sec. Cette région connaît une longue saison sèche, d'octobre à mai, suivie d'une unique saison des pluies, qui s'étend de mai à octobre.

Économie

L'économie du Bénin repose en grande partie sur l'agriculture, qui constitue une source importante de revenus pour de nombreuses familles. Le pays exporte notamment des produits comme le coton, l'or, les noix de cajou, les noix de coco et d'autres ressources agricoles.

Le commerce occupe également une place importante dans l'économie béninoise. Une partie des marchandises importées au Bénin est ensuite revendue vers les pays voisins, en particulier le Nigeria, avec lequel le pays entretient d'importants échanges commerciaux.

Villes et campagnes

Comme de nombreux pays, le Bénin connaît une urbanisation rapide, en grande partie liée à sa forte croissance démographique. Au cours des dernières décennies, de nombreuses personnes ont quitté les campagnes pour s'installer dans les grandes villes, un phénomène appelé exode rural. Les villes situées le long de la côte, comme Cotonou, ont particulièrement vu leur population augmenter et accueilleraient aujourd'hui près de 80% de la population du pays.

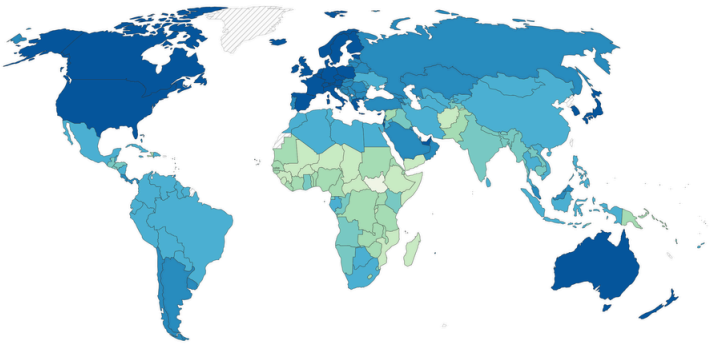
Ce déplacement des populations s'explique notamment par la recherche de meilleures conditions de vie et d'opportunités économiques. Malgré les progrès réalisés ces dernières années, la pauvreté reste un réalité importante au Bénin. En 2025, environ 36,2% de la population vivait sous le seuil national de pauvreté. Cette situation touche davantage les zones rurales, où le taux de pauvreté atteindrait 40,6% des personnes, contre 30,8% dans les zones urbaines.

Crises et pauvreté

La pauvreté se mesure différemment selon l'échelle choisie. Au Bénin, le seuil national de pauvreté est d'environ 1,05€/jour alors que le seuil international d'extrême pauvreté, basé sur la parité de pouvoir d'achat, est de 3$ (environ 2,60€/jour). Alors que le premier chiffre reflète les inégalités internes, le second situe le pays dans un contexte mondial. Il montre qu'une personne peut ainsi ne pas être considérée comme pauvre selon les critères béninois, tout en vivant sous le seuil de pauvreté international.

Ce constat rejoint l'évolution de l'Indice de Développement Humain (IDH), qui combine santé, éducation et revenu. En 2025, le Bénin affiche un IDH de 0,504, sur une échelle allant de 0 à 1, ce qui positionne le pays à la 173^{e} place sur 193. Le Bénin a un IDH en recul depuis 2019, année où il se classait 166^{e}. Ce recul s'explique par plusieurs chocs cumulés tels que la crise du Covid-19, la fermeture de la frontière avec le Nigeria (2019-2026), l'insécurité au Sahel, les répercussions de la guerre en Ukraine et les tensions géopolitiques induites sur le commerce.

Le développement humain n'est jamais définitivement acquis, il peut reculer sous l'effet de crises, même lointaines.



Indice de développement humain, 2023

Population

Démographie

Le Bénin compte aujourd'hui environ 14,8 millions d'habitants, contre 11 millions en 2017. Cette augmentation rapide de la population s'explique par une forte croissance démographique.

Le pays présente en effet un taux de fécondité élevé, avec une moyenne d'environ 4,6 enfants par femme. L'espérance de vie à la naissance est quant à elle estimée à 60,7 ans. Le taux brut de mortalité s'élève à 8,8 décès pour 1000 habitants par an.

Langues et religions

Au niveau de la religion, le Bénin est multiconfessionnel, cela veut dire que plusieurs croyances coexistent au sein du territoire : religions traditionnelles, catholicisme, islam, etc. Eglises, Mosquées et Temples vaudous ne sont jamais loin les uns des autres.

Dans ce pays, sont parlées également une cinquantaine de langues (fon, yoruba, bariba, ajagbe, ditammari, gungbe, dendi, etc.). Autant de langues locales que de peuples. Au total, le Bénin recense pas moins de 46 ethnies différentes, preuve d'une diversité culturelle immense. Pourtant, la langue officielle est le français, héritage du passé colonial (1894-1960). C'est la langue utilisée au sein de l'administration, ainsi que dans l'enseignement.

Organisation politique et sociale

Avant la moitié du premier millénaire, les différentes communautés se structuraient sur base du respect des coutumes et des ancêtres, sans autre forme d'organisation politique.

Ce n'est qu'à partir du XVème siècle que les structures sociales se complexifient et que les royaumes apparaissent. Le royaume du Dahomey (XVIIème - XIXème siècles) fait partie des plus connus. Il se situait au sud de l'actuel Bénin, le long de l'Atlantique, là où différents états européens (français, portugais, néerlandais, etc.) installèrent des comptoirs commerciaux pour le commerce des esclaves (1670-1868).

A la suite d'une succession de traités commerciaux, politiques et de protectorat avec la France, le royaume du Dahomey devient la Colonie du Dahomey de 1894 à 1958. Le territoire perd alors son autonomie et est annexé à l'Afrique Occidentale française (AOF). Le 1er août 1960, la République du Dahomey accède à l'indépendance. Le nom du pays évolue ensuite selon les régimes politiques jusqu'à devenir celui qu'on connaît aujourd'hui : le Bénin.



Le Bénin est l'un des premiers pays démocratiques d'Afrique et est aujourd'hui une république présidentielle avec un système multipartite. Le président actuel est Romuald Wadagni. Elu ce 24 mai 2026, il succède à Patrice Talon, président de 2016 à 2026.

Systèmes alimentaires au Bénin

Sécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire désigne une situation dans laquelle une personne ou un ménage ne dispose pas, de manière régulière, d'un accès suffisant à une alimentation saine, nutritive et adaptée à ses besoins.

La sécurité alimentaire repose sur quatre piliers. Lorsqu'un ou plusieurs de ces piliers ne sont plus assurés, on parle d'insécurité alimentaire :

- Disponibilité : la nourriture produite ou importée n'est pas présente en quantité suffisante sur le territoire.
- Accessibilité : les aliments sont disponibles, mais les ménages ne disposent pas des ressources financières ou des moyens nécessaires pour se les procurer.
- Utilisation : les aliments consommés ne sont pas suffisamment variés ou nutritifs, ou l'accès à l'eau potable et à de bonnes conditions d'hygiène est insuffisant, ce qui limite la bonne absorption des nutriments par l'organisme.
- Stabilité : l'accès à l'alimentation est perturbé par des crises (économiques, climatiques ou sanitaires), rendant difficile un approvisionnement régulier sur le long terme.

Au Bénin, l'insécurité alimentaire est principalement liée à un manque d'accès économique à la nourriture plutôt qu'à un manque de disponibilité. Les aliments sont généralement présents sur les marchés, mais de nombreux ménages n'ont pas les moyens financiers de les acheter en quantité suffisante ou de diversifier leur alimentation.

Cette situation est accentuée par l'inflation, qui entraîne une hausse du coût de la vie, ainsi que par les effets du changement climatique, qui fragilisent les productions agricoles.

Le pays connaît également des périodes de soudure, c'est-à-dire les semaines ou les mois qui précèdent les premières récoltes. Durant cette période, les réserves de la récolte précédente peuvent être épuisées, entraînant des pénuries et une augmentation importante des prix, parfois renforcée par la spéculation. À cela s'ajoutent une valorisation encore insuffisante de certaines productions locales, une dépendance aux importations alimentaires et une alimentation parfois peu diversifiée, notamment pendant la saison sèche.

Conséquences sanitaires

Au Bénin, l'insécurité alimentaire reste une préoccupation majeure. On estime qu'environ 600 000 personnes sont en situation d'insécurité alimentaire sévère. À cela s'ajoutent 2,1 millions de personnes en situation de stress alimentaire, c'est-à-dire qu'elles parviennent encore à se nourrir, mais au prix de sacrifices importants, comme réduire la quantité ou la qualité des repas.

Les conséquences sont particulièrement importantes chez les enfants. Plus de 1,1 million d'enfants souffrent de malnutrition.

Le Bénin fait également face à ce que l'on appelle un paradoxe nutritionnel. Une partie de la population ne mange pas suffisamment ou manque de nutriments essentiels, tandis qu'une autre souffre d'un excès de poids. Cette situation montre que la malnutrition ne se limite pas au manque de nourriture : elle peut aussi résulter d'une alimentation déséquilibrée ou peu diversifiée.

La malnutrition peut prendre plusieurs formes :

- La dénutrition : elle apparaît lorsque les apports en énergie et en nutriments sont insuffisants pour répondre aux besoins de l'organisme. Elle peut entraîner une perte de poids, un retard de croissance chez les enfants et un affaiblissement du système immunitaire.
- Le surpoids et l'obésité : ils correspondent à une accumulation excessive de graisse corporelle pouvant avoir des conséquences sur la santé en augmentant le risque de développer certaines maladies chroniques.
- Les carences en micronutriments : elles correspondent à un manque de vitamines ou de minéraux essentiels au bon fonctionnement de l'organisme. Au Bénin, près de 47 % des femmes adultes souffrent d'anémie, principalement en raison d'une carence en fer.

Conséquences économiques

Les ménages les plus pauvres consacrent généralement plus de 65 % de leur budget à l'alimentation. Ils sont donc sensibles à la hausse des prix des denrées alimentaires.

Lorsqu'un aliment devient plus cher, ces familles disposent de moins de moyens pour couvrir leurs autres besoins essentiels, comme la santé, l'éducation ou le logement.



Port autonome de Cotonou

Depuis la crise mondiale des prix alimentaires de 2008, le coût de nombreuses denrées est resté élevé. La pandémie de Covid-19 puis la guerre en Ukraine ont encore accentué cette hausse en perturbant les chaînes d'approvisionnement et le commerce international. Le Bénin dépend fortement des importations pour certains produits alimentaires, notamment le riz et le blé. Cette dépendance le rend particulièrement vulnérable aux crises internationales, aux fermetures de frontières ou aux difficultés de transport. Par exemple, une grande partie du blé consommé dans le pays était importée de Russie et d'Ukraine, deux pays dont les exportations ont été fortement perturbées par le conflit en cours.

Agriculture et environnement

L'agriculture est l'un des piliers de l'économie béninoise. À elle seule, elle représente environ 24 % du Produit Intérieur Brut (PIB), génère près de 75 % des recettes d'exportation et fait vivre plus de 70 % de la population active.

Le coton occupe une place particulière dans ce secteur. Premier produit d'exportation du pays, il fait du Bénin le premier exportateur de coton en Afrique. Toutefois, l'agriculture béninoise ne se limite pas à cette culture.



On distingue généralement deux grands types de productions agricoles :

- Les cultures de rente, destinées principalement à la vente et à l'exportation. Elles concernent notamment le coton et le soja qui constituent d'importantes sources de revenus pour le pays et pour de nombreuses familles.
- Les cultures vivrières, destinées avant tout à nourrir les populations locales. Elles regroupent principalement le maïs, l'igname, le manioc et le riz, qui jouent un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire des ménages.

Malgré son importance, l'agriculture béninoise fait face à de nombreux défis.

Les rendements agricoles restent relativement faibles, notamment en raison de la dégradation des sols et des effets des changements climatiques. Pour maintenir leur production, de nombreuses familles paysannes doivent recourir à des intrants agricoles (engrais, produits phytosanitaires ou semences améliorées), dont le coût est souvent élevé.

Les producteurs et productrices sont également confrontés à un manque d'accompagnement technique, de formations et d'équipements pour le stockage, la transformation et la valorisation des récoltes. Pourtant, ces étapes sont essentielles pour limiter les pertes après récolte, augmenter la valeur des produits agricoles et améliorer les revenus des ménages, en particulier ceux des femmes, qui jouent un rôle important dans ces activités.

Enfin, les circuits de commercialisation restent parfois peu développés. De nombreux agriculteurs et agricultrices peinent à vendre leur production dans de bonnes conditions et doivent faire face à la concurrence de produits importés. Renforcer les liens entre les producteurs et les consommateurs locaux constitue donc un enjeu important pour améliorer les revenus agricoles et favoriser une alimentation plus locale.

Agroécologie

L'agroécologie est une approche de l'agriculture qui s'inspire du fonctionnement des écosystèmes naturels. Son objectif est de produire une alimentation suffisante et de qualité tout en préservant les ressources naturelles, la biodiversité et la fertilité des sols.

Pour y parvenir, elle cherche à limiter le recours aux intrants chimiques, à favoriser les processus naturels et à renforcer l'autonomie des agriculteurs et agricultrices.

L'agroécologie repose sur les trois dimensions du développement durable :

- Économique : en améliorant les revenus des producteurs et en réduisant leur dépendance aux intrants coûteux ;
- Environnementale : en protégeant les sols, l'eau, la biodiversité et en limitant les impacts du changement climatique ;
- Sociale : en favorisant une alimentation saine, diversifiée et accessible, tout en renforçant les savoir-faire locaux et les conditions de vie des communautés rurales.

Au Bénin, une grande partie de la population dépend de l'agriculture pour vivre. L'agroécologie y constitue une piste pour répondre à plusieurs défis à la fois en permettant d'améliorer la sécurité alimentaire, de préserver les ressources naturelles et de renforcer la résilience des familles paysannes face aux changements climatiques.

S'appuyant sur de nombreuses recherches scientifiques, l'agroécologie est une approche capable de contribuer à la fois au droit à l'alimentation, à la protection de l'environnement et à l'amélioration des conditions de vie des familles qui dépendent de l'agriculture, en particulier dans les contextes où les populations sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques.

Les changements climatiques

Dimensions clés

Les changements climatiques désignent les modifications durables du climat. Si des variations naturelles ont toujours existé, le réchauffement observé depuis la révolution industrielle est aujourd'hui principalement attribué aux activités humaines, via l'émission de gaz à effet de serre (CO_2, méthane) issus des énergies fossiles, des transports, de la déforestation et de l'agriculture.

La température mondiale a déjà augmenté d'environ 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle, et les dix dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées.

Au-delà de la hausse des températures, ces changements dérèglent les cycles de pluie, multiplient sécheresses, inondations et vagues de chaleur, et fragilisent les écosystèmes. Pour les populations, ils menacent les productions agricoles, l'accès à l'eau et à la sécurité alimentaire, favorisent certaines maladies et poussent parfois des communautés à migrer.

Ces impacts touchent surtout les pays dépendants de l'agriculture, comme le Bénin, où pluies irrégulières et épisodes extrêmes affectent déjà les rendements et les moyens de subsistance. Or, ces pays comptent parmi les plus faibles émetteurs. Cette inégalité climatique est un enjeu central du développement durable.

Leviers d'adaptation

Face aux changements climatiques, la communauté internationale s'est progressivement organisée afin de limiter leurs conséquences. Une étape importante a été franchie lors de la COP21 en 2015, avec l'adoption de l'Accord de Paris.

Cet accord fixe trois grands objectifs :

- réduire les émissions de gaz à effet de serre afin de limiter le réchauffement climatique ;
- renforcer l'adaptation des populations et des territoires aux effets déjà visibles du changement climatique ;
- mobiliser des financements pour accompagner cette transition, en particulier dans les pays les plus vulnérables.

Pour faire face aux changements climatiques, deux approches complémentaires sont nécessaires : l'atténuation et l'adaptation.

L'atténuation consiste à agir sur les causes du changement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Cela passe notamment par une diminution de l'utilisation des énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz), le développement des énergies renouvelables, l'amélioration de l'efficacité énergétique ou encore la protection et la restauration des forêts, qui stockent naturellement le carbone.

L'adaptation, quant à elle, consiste à limiter les conséquences du changement climatique sur les populations, les activités économiques et les écosystèmes.

Contrairement à l'atténuation, qui agit sur les causes, l'adaptation répond aux effets déjà observés ou attendus des changements climatiques.

Dans les pays où une grande partie de la population dépend de l'agriculture, comme le Bénin, l'adaptation constitue un enjeu clef. Elle repose sur une bonne compréhension des risques climatiques, mais aussi des réalités sociales, économiques et environnementales des territoires. Les solutions mises en œuvre doivent tenir compte des capacités des populations à faire face aux changements, c'est-à-dire de leur résilience, afin de renforcer durablement leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance.

C'est dans cette perspective que s'inscrivent des approches telles que l'agroécologie. En favorisant des systèmes agricoles plus diversifiés, plus autonomes et mieux adaptés aux conditions locales, elle représente une clef de voûte pour renforcer la résilience des exploitations agricoles face aux effets du changement climatique.

Freins

Malgré les nombreuses connaissances scientifiques disponibles sur les changements climatiques, les actions mises en œuvre restent souvent insuffisantes. Plusieurs obstacles expliquent pourquoi il est difficile d'agir rapidement et efficacement.

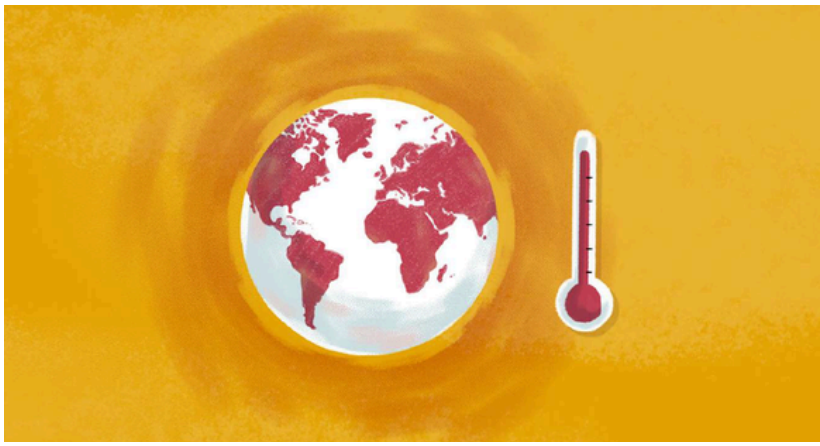
Certains freins sont structurels, c'est-à-dire liés au fonctionnement de nos sociétés.

Beaucoup d'activités économiques dépendent encore fortement des énergies fossiles, ce qui rend la transition vers des énergies plus durables complexe et coûteuse à court terme. Les décisions politiques peuvent également être ralenties par des intérêts économiques, par les stratégies d'influence de certains groupes industriels ou encore par la lenteur des processus institutionnels, qui nécessitent souvent plusieurs années avant de produire des effets concrets.

Un autre obstacle est parfois appelé le triangle de l'inaction. Les citoyens et citoyennes attendent que les gouvernements agissent davantage, les gouvernements souhaitent que les entreprises investissent davantage, tandis que certaines entreprises attendent des règles plus ambitieuses avant de modifier leurs pratiques. Chacun espère que les autres feront le premier pas, ce qui ralentit les changements nécessaires.

À l'échelle internationale, les inégalités entre les pays compliquent également l'action climatique. Les pays agricoles, souvent les plus exposés aux conséquences du changement climatique, disposent généralement de moins de ressources financières pour s'adapter. Les pays industrialisés se sont engagés à soutenir ces efforts par des financements internationaux. Toutefois, ces engagements restent souvent insuffisants ou sont mis en œuvre plus lentement que prévu, tandis que certains États ont récemment réduit ou revu à la baisse certaines de leurs ambitions climatiques.

Les freins ne sont cependant pas uniquement politiques ou économiques. Ils sont aussi psychologiques. Beaucoup de personnes perçoivent encore les changements climatiques comme un problème lointain, qui concernera surtout les générations futures ou d'autres régions du monde. Cette distance psychologique peut limiter le sentiment d'urgence.



À cela s'ajoute le biais d'optimisme, qui conduit chacun à penser que les conséquences seront probablement moins importantes pour lui que pour les autres. Enfin, le sentiment d'impuissance peut décourager l'action : certaines personnes estiment que leurs gestes individuels sont trop limités pour avoir un réel impact face à un problème mondial.

Ces difficultés peuvent être renforcées par la désinformation climatique, c'est-à-dire la diffusion d'informations fausses, trompeuses ou incomplètes sur les causes, les conséquences ou les solutions liées aux changements climatiques. Mieux comprendre les enjeux scientifiques constitue donc une étape indispensable pour permettre aux citoyens, aux entreprises et aux gouvernements de prendre des décisions éclairées.

Liens entre alimentation et climat

Alimentation et climat sont liés dans les deux sens. D'une part, la façon dont nous produisons, transformons, transportons et consommons notre nourriture contribue au changement climatique. D'autre part, ce même changement climatique peut fragiliser en retour notre capacité à produire une alimentation suffisante et de qualité.

L'alimentation, un contributeur majeur aux changements climatiques

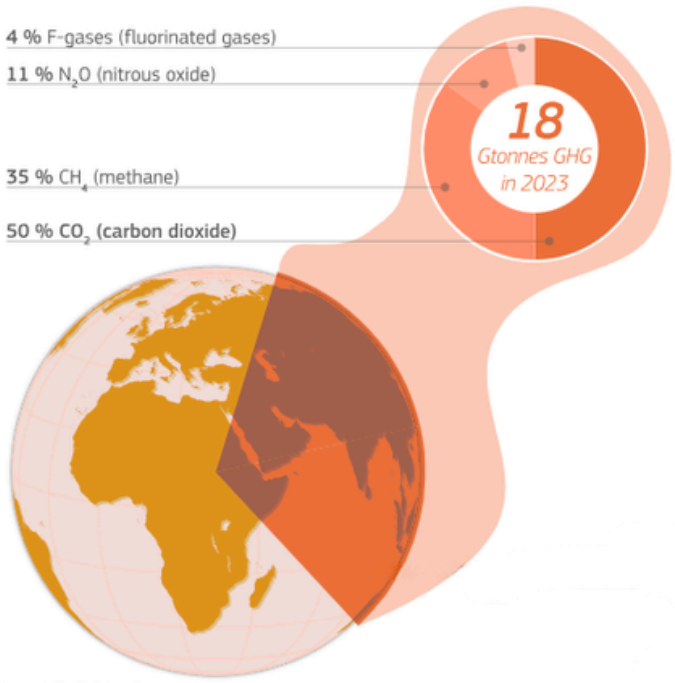
À l'échelle mondiale, les systèmes alimentaires, de la production à la consommation, en passant par la transformation, l'emballage et le transport, sont à l'origine de plus d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre imputables aux activités humaines. Une étude de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) basée sur la base de données EDGAR-FOOD précise que 31 % des émissions de gaz à effet de serre anthropiques, soit environ 18 Gtonnes, trouvent leur origine dans les systèmes agroalimentaires.

Plusieurs maillons de la chaîne alimentaire y contribuent. L'usage d'engrais azotés de synthèse libère du protoxyde d'azote, un gaz à fort pouvoir réchauffant. L'élevage à grande échelle génère d'importantes quantités de méthane via la digestion des animaux. La déforestation liée à l'expansion des terres agricoles réduit la capacité des sols à absorber le carbone.

Le gaspillage alimentaire, enfin, pèse lourd à lui seul : on estime qu'entre 30 et 40 % de la nourriture produite dans le monde est perdue ou gaspillée, un gâchis responsable à lui seul de 8 à 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, soit près de cinq fois les émissions du secteur de l'aviation.

Les changements climatiques, une menace pour l'alimentation

Ce même dérèglement climatique fragilise en retour les systèmes qui nous nourrissent. Comme évoqué plus haut, il dérègle les cycles de pluie, multiplie les épisodes de sécheresse et d'inondation, et menace directement les rendements agricoles. Au Bénin, où une large part de la population dépend de l'agriculture pour vivre, ces effets se traduisent concrètement par une baisse de la production, une hausse des prix alimentaires et une aggravation de l'insécurité alimentaire déjà présente dans le pays.



EDGAR-FOOD

Une inégalité dans les responsabilités et les impacts

Cette contribution du système alimentaire au réchauffement climatique n'est pas répartie de manière égale. Elle ne tient pas tant au simple recours aux intrants chimiques, au Bénin aussi, l'agriculture d'exportation, en particulier le coton, repose sur un usage important d'engrais et de pesticides de synthèse, qu'au volume global de consommation : régimes alimentaires riches en produits transformés et en viande, gaspillage alimentaire important, transport longue distance, chaînes du froid énergivores.

Ces habitudes de consommation, plus fréquentes dans des pays comme la Belgique, pèsent lourd dans le bilan mondial des émissions liées à l'alimentation.

À l'inverse, un pays comme le Bénin émet comparativement très peu à l'échelle mondiale, tout en étant parmi les premiers à subir les conséquences du dérèglement climatique sur ses récoltes et la sécurité alimentaire de sa population.



Cet écart entre qui émet et qui subit est au cœur de ce qu'on appelle l'inégalité climatique, évoquée précédemment.

Rompre le cercle : vers des systèmes alimentaires plus durables

Face à ce constat, l'agroécologie, présentée plus haut, apparaît comme une réponse à la fois à la cause et à la conséquence du problème : en réduisant le recours aux intrants chimiques coûteux et polluants, en diversifiant les cultures et en s'appuyant sur les ressources locales, elle limite l'impact climatique de l'agriculture tout en renforçant sa capacité à résister aux aléas du climat.

Agir à l'échelle de son assiette

Si les leviers les plus déterminants relèvent des politiques publiques et des pratiques agricoles à grande échelle, chacun peut, à son niveau, agir sur ce lien entre alimentation et climat.

Quelques repères simples pour une assiette plus légère pour le climat :

- privilégier une alimentation locale et de saison par exemple avec des fruits et légumes cultivés près de chez soi plutôt qu'importés par avion
- réduire le gaspillage alimentaire en adaptant les quantités et en cuisinant les restes
- diversifier ses sources de protéines en misant davantage sur les légumineuses (lentilles, pois chiches, haricots) et moins sur la viande, en particulier bovine
- s'intéresser à l'origine et aux conditions de production de ce qu'on achète, par exemple via les circuits courts ou les labels bio et équitables.

Òrùn

Le nom choisi pour cette vidéo **Òrùn** signifie “longue saison sèche” en Idaasha, la langue parlée dans la région des Collines au Bénin. Il nous a semblé approprié pour aborder la question des effets des changements climatiques au Bénin sur l’alimentation.

Iles de Paix au Bénin

Au Bénin, Iles de Paix est présente depuis plus de 20 ans dans l'Atacora, une région du nord du pays confrontée à d'importants défis : insécurité alimentaire, pauvreté rurale et dégradation des ressources naturelles ainsi que vulnérabilité aux changements climatiques. Depuis 2025, l'organisation a étendu son action à la région des Collines, autour de Dassa-Zoumé, où sa présence sera renforcée à partir de 2027. Dans ces deux zones, Iles de Paix s'engage aux côtés des populations locales pour accompagner une transition vers des systèmes alimentaires plus durables, équitables et résilients.

Cette action repose sur la collaboration avec trois partenaires locaux. Dans l'Atacora, Iles de Paix collabore avec les ONG locales Jura Afrique Bénin et ERAD. Dans les Collines, Iles de Paix vient de nouer un partenariat avec l’association LDLD. Ensemble, ces partenaires soutiennent les familles paysannes dans la mise en œuvre de pratiques agroécologiques comme l’usage du compost, l’association de cultures, les techniques adaptées aux aléas climatiques mais également la structuration de groupes de producteurs, ainsi que le développement d'activités génératrices de revenus pour les jeunes et les femmes.

L'approche d'Iles de Paix repose sur le partenariat, le renforcement des capacités locales, l'apprentissage mutuel et l'adaptation continue. Ce travail de proximité permet d'améliorer constamment la qualité des actions menées, tout en veillant à une gestion efficace et transparente des ressources. Une attention particulière est portée à l'autonomisation des femmes et des jeunes, moteurs de la transition agroécologique : à travers des activités comme l'apiculture, le maraîchage ou la transformation agroalimentaire, ils développent des initiatives entrepreneuriales tout en renforçant la résilience alimentaire de leurs communautés.

Les intervenants du reportage

Victoria

Victoria Alladobe est une jeune Béninoise de 14 ans qui vit dans le centre de la commune de Dassa-Zoumé, au Bénin. Elle habite avec ses parents et sa petite sœur. Une partie de sa famille élargie vit dans les villages situés aux alentours de Dassa, où elle pratique l’agriculture familiale.

Avec une dizaine d’élèves de son lycée, Victoria a participé à un projet mené par Iles de Paix, LDLD et le réalisateur Wilfried Batcho. Les jeunes ont été pleinement associés à la réalisation du reportage **Òrùn**. Ils ont participé à la réécriture du scénario, adapté les messages à leur réalité quotidienne et réfléchi aux différentes mises en scène afin de partager leur vision du monde et les défis auxquels ils sont confrontés. Grâce à son implication et à sa facilité à s’exprimer, Victoria a été choisie comme porte-parole du groupe.

Très curieuse, Victoria aime particulièrement les sciences, les mathématiques et le français. Elle s'intéresse au fonctionnement du monde qui l'entoure et nourrit une véritable passion pour le ciel et les étoiles. Plus tard, elle rêve de devenir astrophysicienne, convaincue que la connaissance permet de mieux comprendre le monde et d'agir sur celui-ci.



Victoria



Florent

Florent

Florent Ogatcha est un agriculteur et apiculteur béninois de 33 ans. Il vit avec son épouse et leur fils de 11 mois dans le village de Fita, situé dans la commune de Dassa-Zoumé.

Depuis plusieurs années, Florent développe une exploitation agricole diversifiée. Il cultive du maïs, du manioc, du pois d'Angole, de l'arachide, des piments ainsi que différentes cultures vivrières destinées à nourrir sa famille et à être vendues. Son exploitation comprend également plusieurs arbres fruitiers, comme les bananiers et les anacardiers, qui produisent les noix de cajou. En parallèle, il élève quelques poulets et cabris et consacre une partie importante de son activité à l'apiculture.

Florent est membre d'une coopérative agricole et participe depuis plusieurs mois aux formations proposées par Iles de Paix et LDLD. Ces formations lui ont permis d'expérimenter de nouvelles pratiques agricoles, comme la réduction de l'espacement entre les plants de maïs ou la plantation verticale des boutures de manioc, afin d'améliorer les rendements tout en préservant les ressources naturelles.

Au quotidien, Florent met également en œuvre plusieurs pratiques agroécologiques. Il associe différentes cultures sur une même parcelle afin qu'elles se complètent mutuellement. Certaines plantes contribuent à enrichir le sol, ce qui permet de préserver sa fertilité, de limiter certains ravageurs et de diversifier les récoltes. Cette diversité lui permet aussi de mieux faire face aux aléas climatiques et de réduire les risques liés à une mauvaise récolte.

L'apiculture occupe aujourd'hui une place importante dans son exploitation. Grâce au projet, Florent a reçu ses premières ruches ainsi qu'un accompagnement technique pour produire du miel. Selon lui, l'apiculture présente plusieurs avantages car elle demande relativement peu d'investissements, nécessite moins d'entretien que certains élevages traditionnels et constitue une source de revenus complémentaire.

Le parcours de Florent montre comment la diversification des activités agricoles, la formation et l'adoption de pratiques agroécologiques peuvent contribuer à renforcer la résilience des exploitations familiales face aux défis économiques et climatiques.

Contenus des vidéos

Vidéo 1 - Òrùn, changements climatiques au Bénin

Salut. Moi c'est Victoria. J'ai 14 ans. J'habite à Dassa-Zoumè au Bénin, un pays de l'Afrique de l'Ouest. Ma famille vit de l'agriculture. Depuis toujours. J'avais envie de te parler, à toi qui regardes cette vidéo à l'autre bout du monde. Parce que nos vies sont plus liées que tu ne le penses.

Un climat qui change

00:25

Ici au Bénin, l'agriculture, ce n'est pas juste un métier. C'est notre nourriture. C'est notre revenu. C'est notre avenir. Mais depuis quelques années, tout a changé. Avant, les parents savaient quand semer. Quand attendre la pluie. Maintenant? La pluie arrive trop tard. Ou trop tôt. Ou pas du tout. Ou trop fort. Par moment, les champs sont secs pendant des semaines. Puis en une seule nuit, tout est inondé; ce sont nos récoltes qui disparaissent. C'est le dérèglement climatique! C'est là que nos destins sont liés.

Notre capacité à produire notre alimentation, à nous nourrir est liée à la façon dont nous produisons et consommons la nourriture… partout dans le monde. Peut-être que nous paraissons loin l'un de l'autre. Mais en réalité, nous sommes connectés.

Les comportements néfastes

01:30

L'utilisation excessive des engrais chimiques dans l'agriculture, émet des gaz qui réchauffent l'atmosphère. Quand on produit énormément de viande dans des élevages à grande échelle, ça émet par exemple du méthane, un gaz qui réchauffe encore plus vite la planète. Aussi lorsqu'on déboise de grandes superficies à des fins agricoles ou pour construire les habitats, la fonction d'absorption du CO_2 que les arbres jouaient disparait progressivement. De même quand des aliments parcourent des milliers de kilomètres en bateau, en avion ou en camion, et qu'une partie de la nourriture finie à la poubelle on consomme beaucoup d'énergie.

Tout ça, mis bout à bout, fait monter la température de la planète. Et quand la planète se réchauffe, les saisons deviennent imprévisibles. Les sécheresses durent plus longtemps. Les tempêtes sont plus fortes. Et nous, qui dépendons directement de la terre et du ciel, sommes est en première ligne. Ce ne sont pas des chiffres pour nous. Ce sont des champs perdus. Des récoltes ratées. Des revenus et des repas en moins.Dans ces conditions, si on veut continuer à nous nourrir, on ne peut pas rester les bras croisés.

Les approches plus responsables

04:05

C'est pourquoi, dans ma famille et dans mon village d'autres agriculteurs changent leurs pratiques. On associe plusieurs cultures sur un même champ. On fait du paillage pour protéger les sols. On utilise du compost au lieu d'engrais chimiques. On récupère l'eau de pluie pour produire. On choisit des semences locales, plus résistantes à la sécheresse.

L'agroécologie
04:40

On appelle tout ça l'agroécologie. Ce n'est pas un retour en arrière, Mais une autre manière d'avancer. Plus respectueuse de la terre. Et plus durable face au climat. L'agroécologie c'est un mouvement que de nombreux agriculteurs et agricultrices ont rejoint à travers le monde. Y compris dans ton pays. Et ça me rassure de savoir qu'on bouge tous ensemble. C'est simple, on fait tous partie de la solution. Pas besoin d'être parfait.

On peut : manger plus local et de saison, gaspiller moins, s'intéresser à l'origine de ce qu'on mange et soutenir les agriculteurs qui font autrement. Ça se passe dans notre assiette et dans les politiques.

Le rôle de l'UE *– uniquement dans la version pour l'enseignement secondaire*
05:25

Par exemple, en Europe : l'Union européenne décide en partie comment l'agriculture est soutenue. Ces décisions ont un impact jusque chez nous. Mais l'Europe peut aussi faire d'autres choix, comme soutenir l'agroécologie et garantir un revenu plus juste aux agriculteurs.

L'importance de nos choix
06:00

Chaque choix envoie un message. Et parfois, ce message arrive jusque dans nos champs Le changement climatique, c'est un problème mondial. Mais les solutions aussi. On ne vit pas sur le même continent… mais on partage la même planète.

Vidéo 2 - Portrait de Florent

Vous êtes bien arrivés chez moi. Ici, on m'appelle Florent. Je suis Béninois et je vis à Dassa, dans un village nommé Fita. Je suis agriculteur et apiculteur.

Les impacts des changements climatiques
00:25

Les changements climatiques nous créent des problèmes. S'il ne pleut pas, les semences meurent. S'il pleut trop, la terre est inondée et tout meurt aussi. À la récolte, si la pluie continue, tout se gâte. À la maison, on n'arrive plus à trouver à manger comme avant.

Des solutions agroécologiques
01:10

Grâce à des techniques agroécologiques testées dans les champs, on m'a montré comment labourer, semer, récolter, et planter autrement. Avec Iles de Paix, on a testé le compost contre l'engrais chimique : le compost a donné plus. Et en associant l'arachide et le maïs, la terre reste riche.

Un exemple parmi un mouvement mondial
02:00

Florent fait partie d'un mouvement de milliers d'agricultrices et agriculteurs soutenus par Iles de Paix. L'agroécologie n'est pas qu'une idée : c'est déjà une réalité dans leurs champs.

Pour aller plus loin

Kits pédagogiques

Les kits pédagogiques comprennent les supports des animations qu'Iles de Paix peut venir assurer gratuitement dans votre classe, mais également une série d'activités autonomes qui existent en parallèle.

Vous souhaitez accueillir une animation au sein de votre établissement ? Contactez-nous via education@ilesdepaix.org

Vous souhaitez accéder aux fichiers des activités autonomes ? Rendez-vous sur https://www.ilesdepaix.org/enseignement/offre-thematique/orun

Pour le primaire

- La vidéo **Òrùn, changements climatiques au Bénin** (version courte)
- La vidéo **Portrait de Florent**
- L'animation **Changements climatiques au Bénin** – *cycle 2*
- L'animation **Changements climatiques au Bénin** – *cycle 3 et 4*
- La fiche de synthèse en dessin **Victoria et Florent** – *cycle 2*
- Le feuillet d'exercices **Victoria et Florent** – *cycle 3 et 4*
- La fiche d'activité **En cuisine avec Victoria**

Pour le secondaire

- La vidéo **Òrùn, changements climatiques au Bénin** (version longue)
- La vidéo **Portrait de Florent**
- L'animation **Changements climatiques au Bénin**
- Deux **fiches d'analyse** pour le secondaire inférieur et supérieur
- La fiche d'activité **Notre empreinte alimentaire**
- La fiche d'activité **Jeu de l'oie "Récoltes & tempêtes"**
- La collection d'affiches **Act4planet**

Documentation complémentaire

Iles de Paix (2019). **Dossier climat.** Transition, n° 123, juin 2019.
https://www.ilesdepaix.org/wp-content/uploads/2021/10/Transitions_123-VF-1.pdf

Nos Gestes Climat. **Empreinte carbone de l'alimentation**.
https://nosgestesclimat.fr/themes/empreinte-carbone-alimentation

SPF Santé publique. **Émissions des gaz à effet de serre : émissions par secteur.**
https://climat.be/en-belgique/climat-et-emissions/emissions-des-gaz-a-effet-de-serre/emissions-par-secteur